L'intersyndicale est prête à durcir le mouvement dans l'enseignement supérieur et la recherche :

le 7 mars, mettons les établissements universitaires et les organismes de recherche à l'arrêt !

Depuis le 19 janvier dernier, la population ne cesse de démontrer sa très forte détermination à refuser le projet de réforme des retraites du gouvernement à travers les grèves, les manifestations mais aussi la pétition en ligne qui a atteint un million de signatures.

Au fil des semaines, les sondages démontrent également une hausse de ce rejet massif puisque dorénavant, plus de 7 français sur 10 et 9 travailleurs et travailleuses sur 10 se disent opposé·es au projet de réforme.

Ce mouvement social inédit par son ampleur est désormais ancré dans le paysage social. Le gouvernement, comme les parlementaires, ne peuvent y rester sourds.

Dans l'Enseignement supérieur et de la Recherche, la précarité est grande pour beaucoup de personnels (notamment vacataires, contractuel·les, temps partiels…) et les salaires sont insuffisants. Les personnels font fonctionner le service public malgré des restrictions budgétaires et de postes, dans des conditions de travail de plus en plus dégradées. Cette réforme affecterait tout le monde : les carrières complètes, courtes, longues, hachées, toutes et tous subiraient l'allongement de la durée de cotisation et le recul de 2 ans de l'âge légal, et au final une baisse de pension.

Durant la poursuite des débats parlementaires, les organisations syndicales professionnelles et de jeunesse vont poursuivre la mobilisation et l'amplifier.

L'intersyndicale de l'enseignement supérieur et de la recherche appelle à une journée d'actions interprofessionnelles sur l'ensemble du territoire le 16 février et se félicite de la mobilisation étudiante qui refuse la précarité grandissante que lui promet le gouvernement et qui rejoint massivement les cortèges interprofessionnels pour le retrait de la réforme Macron-Borne. Elle invite les personnels à se réunir afin de discuter de la manière dont on peut faire fléchir ce gouvernement.

Si malgré tout le gouvernement et les parlementaires restaient sourds à la contestation populaire, **dans le cadre de l'appel interprofessionnel à durcir le mouvement et à mettre la France à l'arrêt dans tous les secteurs le 7 mars prochain**, l'intersyndicale de l'enseignement supérieur et de la recherche appelle à ce que les grèves massives conduisent à fermer totalement les établissements universitaires et les organismes de recherche.

L'intersyndicale appelle les personnels et étudiant·es à se mobiliser en masse le 8 mars, journée internationale de luttes pour les droits des femmes pour dénoncer l'injustice sociale majeure de cette réforme des retraites envers les femmes.

En effet, les inégalités salariales entre les hommes et les femmes persistent de manière alarmante dans l'ESR. Les causes pourtant identifiées : part variable de rémunération, temps partiel, ségrégation professionnelle, plafond de verre... ne bénéficient pas d'une politique volontariste ni de financement suffisant pour les éradiquer. Ces inégalités sont encore renforcées au moment de la retraite.

L'intersyndicale appelle le gouvernement à retirer son projet de loi et les parlementaires à prendre leurs responsabilités face au rejet massif de la population face à ce projet injuste et brutal. ■

Paris, le 15 février 2023